

Conseil syndical SCCUQ: pas de grève cette semaine

Les membres du conseil syndical du SCCUQ ont résolu le 10 mars dernier de ne pas amorcer le mouvement de grève cette semaine; de réaliser plutôt une information systématique auprès de la collectivité universitaire sur l'ensemble de leurs revendications et d'utiliser divers moyens de pression durant la semaine qui vient. Le conseil

syndical devra se réunir le 21 mars en vue d'évaluer la possibilité du déclenchement d'une grève au cours de la semaine du 23.

Le conseil syndical a déploré la rupture des négociations par l'UQAM depuis que celle-ci a déposé auprès du ministère du Travail, le 5 mars, une demande de

conciliation. Le conseil syndical a vivement souhaité que le conciliateur soit nommé dans les plus brefs délais.

Entre temps, la direction de l'Université a fait connaître sa position en cas de débrayage des chargés de cours: L'Université offrira, dans l'éventualité d'une grève des chargés de cours tous les services donnés par les salariés (la suite en page 2)

Vol. VII, no 22, 16 mars 1981

Université du Québec à Montréal

l'uqam

Colloque interdisciplinaire au CIEE

M. Michel Leclerc à l'administration et aux finances

M. Michel Leclerc vient d'être nommé vice-recteur à l'administration et aux finances de l'UQAM par le conseil d'administration de l'Université réuni en assemblée spéciale le 9 mars. Il occupera ses nouvelles fonctions à partir du 1er septembre prochain.

Artisan de l'Université depuis le tout début, M. Leclerc a été respectivement directeur du module de philosophie, président de l'association des directeurs de modules de l'UQAM, vice-doyen adjoint (responsable de la planification) à la famille des sciences humaines, adjoint à la planification auprès du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, directeur du bureau d'études, directeur de la recherche et de la planification à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), directeur du service d'éducation permanente (SEP), et doyen des études de 1er cycle.

De 1978 à 1981, M. Leclerc occupa le poste de vice-recteur à l'enseignement et à la recherche.

Auditions à la C.E.: Non à la fermeture du rassemblement en ARC

A tour de rôle, les étudiants, professeurs réguliers, dissidents et directeur intérimaire du module d'animation et recherche culturelle (au nom du conseil de module), ont demandé à la commission des études de ne pas donner suite à la recommandation du conseil d'administration à l'effet de démanteler le rassemblement d'ARC. Après avoir entendu pendant plusieurs heures tout un éventail d'arguments en faveur de la relance des activités dans ce champ d'études, telle qu'annoncée par cette instance le 17 novembre dernier, les membres de la C.E. ont convenu d'un plan d'étude du dossier qui se fera en deux temps: d'abord, à une prochaine assemblée de la commission des études, un débat de fond sur l'ensemble du problème; après quoi, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche formulera un avis quant aux suites à donner au dossier ARC qui sera discuté lors d'une réunion subséquente de la C.E.

Par ailleurs, M. Guy Labelle, vice-doyen de la famille des lettres et directeur intérimaire du module d'animation et de recherche culturelle, a étonné les commissaires en annonçant que pour septembre prochain, le nombre de demandes d'admission au bacc. atteignait 291, et au certificat 79, soit un total de 370.

C.G.

Point de mire: «La reconstruction de l'Europe 1944-49»

Sur les murs de l'Université, depuis quelques semaines, une affiche aux teintes ocres rappelant certains documentaires de la dernière guerre, retient le regard. Elle annonce le IVe Colloque international du Centre interuniversitaire d'études européennes qui a pour thème: «La Reconstruction de l'Europe: 1944-49».

Le Colloque a lieu les 25, 26 et 27 mars. Et ses organisateurs, bien qu'ils se défendent de jouer la carte du vedettariat, ont invité une brochette de conférenciers prestigieux. Certains sont moins connus du grand public, mais tous sont réputés dans leur champ de recherche et d'études. Ils viennent d'ici, des États-Unis, d'Europe, et sont issus de disciplines aussi diverses que l'histoire, la science politique, la sociologie, l'économie, la philosophie, les lettres, la cinématographie. Faut-il rappeler que l'un des objectifs poursuivis par le Centre est l'interdisciplinarité?

C'est un Colloque qu'il faut prendre par les tout débuts. Dès 9h30, mercredi matin. Avec Edgar Morin et Charles Maier. Edgar Morin, sociologue, homme engagé, écrivain, chercheur. Profondément marqué par l'immédiate après-guerre. Charles Maier, de l'Université Harvard (Center for European Studies), historien, a écrit un ouvrage serré sur l'après-première-guerre et s'apprête à publier un second volume sur les années qui ont suivi la seconde guerre.

Les participants, suite à cette séance d'ouverture, auront de quoi se mettre sous la dent. On n'a qu'à relever les titres des principaux sujets d'échanges qui se dérouleront au cours des trois jours du Colloque:

- L'esprit de la Résistance;
- les Nouveaux courants intellectuels;
- les Politiques économiques et sociales;
- la Rupture politique;
- le Modèle soviétique;
- le Modèle américain;
- de Nouveaux modèles pour l'Europe?

Jeudi soir, à 20 heures, Marc Gervais, professeur en cinématographie au campus Loyola de l'Université Concordia, présentera le film de Roberto Rossellini: «Rome, ville ouverte». Tourné entre les années 1944 et 1946, en décor naturel, le film s'inspire directement des événements que vivait à ce moment-là la Résistance italienne.

M. André Donneur, professeur



M. André Donneur

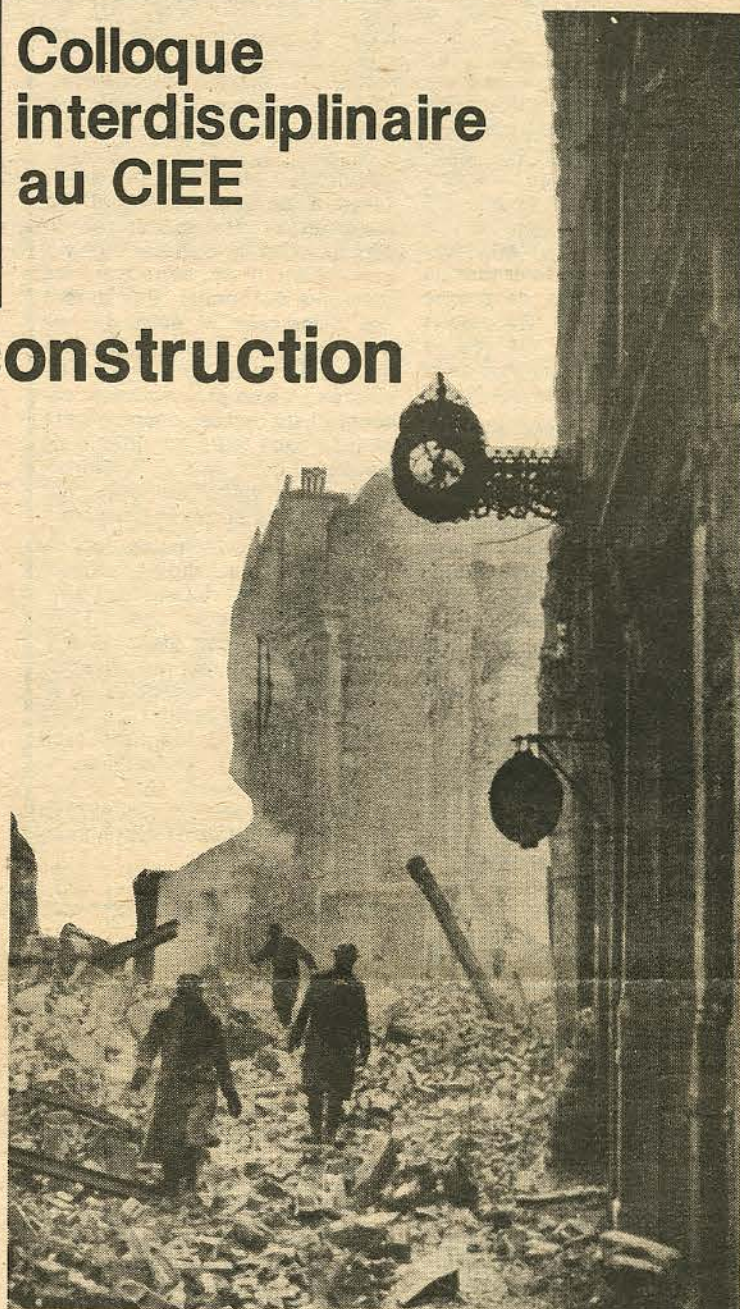
en science politique à l'UQAM, coordonnateur du IVe Colloque international du CIEE, fait remarquer que peu de congrès internationaux jusqu'à maintenant ont abordé le thème de la Reconstruction de l'Europe (1944-49) dans une approche multidisciplinaire et comparative (divers courants qui ont traversé l'Europe). En ce sens, croit-il, le Colloque permettra des débats riches et singuliers. Il souligne que quelques-uns des participants sont de jeunes chercheurs émérites mais qui n'ont pas vécu la dernière guerre et les années qui l'ont suivie, tandis que d'autres en sont encore baignés. «Cette époque a ceci de particulier, qu'elle est à la fois si proche et si lointaine».

Parmi les conférenciers invités — la chose n'est pas si courante dans ce genre de Colloque —, trois femmes chercheurs présenteront des communications: Françoise Gaillard, (Lettres, Paris VII), Hélène Carrère-d'Encausse, écrivain et chercheur (Paris), Mary Jo Deering, de l'Université du Maryland, historienne.

On peut s'inscrire au Colloque dès maintenant (CIEE, C.P. 8892, Montréal H3C 3P8).

Le coût: étudiants 5\$, membres du CIEE 15\$, non-membres 20\$. Il y aura une période d'inscription le matin même de l'ouverture. Toutes les séances ont lieu à l'Institut Goethe, Place Bonaventure, coin Lagachetière et Université. Pour toute information, prière de contacter le secrétariat du CIEE: 282-6193.

H.S.



Devant les bureaux du module, au Judith-Jasmin.

Brouhaha en arts plastiques

Les étudiants du module d'arts plastiques occupaient les bureaux du module mercredi, jeudi et vendredi derniers. Cette action-mobilisation votée en assemblée générale le 10 mars visait à regrouper les étudiants autour

d'une réflexion commune sur les problèmes soulevés à plusieurs reprises cette année. Entre autres: «l'impossibilité de participation véritable des étudiants due en grande partie à l'absence de lien

(la suite en page 2)

Le dossier arts plastiques

L'UQAM déboursa quelque 100 000\$

A l'occasion d'une rencontre tenue la semaine dernière entre des représentants du comité quadripartite qui a préparé le «dossier noir» sur la santé-sécurité en arts plastiques et la direction de l'UQAM, celle-ci a annoncé d'importantes mesures visant la solution de divers problèmes constatés dans ce secteur, qui impliquent des déboursés de l'ordre de 100 000\$. Les membres du SCCUQ, du SEUQAM et de l'assemblée modulaire d'arts plastiques ont décidé de tenir tout de même la conférence de presse prévue sur ce dossier. Rappelons que ce document a été réalisé pour sensibiliser l'ensemble de la collectivité UQAM à la question.

Les auteurs du rapport soutiennent notamment qu'il peut être très dangereux pour la santé de suivre des cours ou de travailler au département et au module d'arts plastiques: «Dans tous les ateliers, on retrouve une ou plusieurs des conditions suivantes: air vicié par l'utilisation des substances dommageables pour la santé (acides, solvants, gaz toxiques); bruit; poussières dans l'air; aménagement non sécuritaire; éclairage inadéquat.» Il est d'autant plus urgent de remédier à la situation, affirment-ils, que de nombreux cas d'intoxication leur ont été rapportés, et que plusieurs étudiants, employés et enseignants souffrent régulièrement de divers

malaises: maux de tête, perte d'appétit, irritation des yeux, etc.

Le «dossier noir» comprend: des notes générales sur les substances nocives utilisées en arts plastiques; pour chaque atelier, un tableau des risques, assorti de recommandations; un rapport sur des cas d'intoxication aux solvants; et enfin, un historique détaillé des démarches effectuées à ce jour auprès de la direction de l'Université, par divers groupes et individus: «Il y a maintenant un an, constatent les membres du comité, que durent ces démarches et échanges de lettres; or, les gens qui étudient ou travaillent en arts plastiques sont de plus en plus malades; car absolument rien de concret n'a été changé dans leurs conditions de travail; et ça, même si l'administration a fait visiter ses locaux par un architecte et des ingénieurs.»

Parmi les principales recommandations du rapport, «toutes techniquement réalisables» soutiennent ses auteurs, citons: l'installation de hottes (dans 11 ateliers sur 16), ou leur modification (dans 6 ateliers); l'amélioration du système de ventilation générale (dans 8 ateliers); de l'éclairage (dans 9 ateliers); l'installation de douches oculaires (dans 10 ateliers) et d'un système d'aspiration locale des poussières (dans 6 autres), etc.

C.G.

L'AGEUQAM appuie le SCCUQ

Les étudiants réunis en assemblée générale (AGEUQAM), mercredi 11 mars, ont donné leur appui au Syndicat des chargés de cours (SCCUQ) dans sa lutte en vue d'obtenir une «première véritable convention collective négociée». Ils ont également résolu de respecter «d'éventuelles lignes de piquetage» et ont dénoncé «toutes positions antisyndicales de la part du Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ)». Ils ont aussi blâmé l'UQAM pour sa mauvaise foi évidente dans ses négociations avec le SCCUQ.

Les étudiants ont d'autre part adopté des propositions visant à la mise sur pied de mécanismes de concertation intersyndicale. Ces mécanismes, entre autres choses, veulent définir dès à présent «un protocole de rentrée aux cours, dans le cas d'une grève du SCCUQ».

Dans un autre ordre d'idée, il a

été voté un appui aux étudiants en arts plastiques dans la lutte qu'ils mènent avec les différentes autorités universitaires.

Relativement à la situation qui règne aux bibliothèques (réduction d'horaires), l'Assemblée a proposé de dénoncer l'Administration à cet égard, de poursuivre les moyens d'action (occupations à certaines heures) et de convoquer une conférence de presse pour alerter l'opinion publique.

Comme l'AGEUQAM devait quitter la salle Marie Gérin-Lajoie à 10h15 le soir, l'Assemblée a dû ajourner sa séance et n'a pu débattre des propositions issues du Congrès d'orientation. La date de reprise des travaux n'a pas été arrêtée. Mais, on a rappelé que l'Assemblée spéciale d'élections (8 portes à l'Exécutif de l'AGEUQAM) a lieu mardi, 18 mars, à 18h30, à la salle Marie Gérin-Lajoie.

H.S.

Conseil syndical... (suite de la page 1)

ou employés qui ne font pas partie du syndicat des chargés de cours soit: les membres du SPUQ, du SEUQAM, des agents de sécurité et des associations d'employés de soutien non-syndiqués et de cadre. L'Université n'autorisera pas la tenue des cours dispensés par des chargés de cours, ni par des remplaçants, en conformité avec le code du travail, dans le cas de grèves légales. Les cours des professeurs à plein temps se donneront aux heures, jours et lieux habituels, sans modification aux groupes-cours constitués et aux horaires.

L'Université a indiqué que pour ce faire tous les employés autres

que chargés de cours doivent se présenter au travail dans l'éventualité d'une grève; qu'à cette fin, elle prendra les moyens à sa disposition pour que tous puissent se rendre sur les lieux de travail; qu'elle demandera aux départements et aux unités administratives de communiquer au service du personnel une attestation quotidiennes de prestation de travail; que les salariés qui ne pourront fournir une attestation de prestation de travail et ce, sous réserve des stipulations prévues aux conventions collectives en vigueur relatives à toute attestation d'absence, ne recevront aucune rémunération.

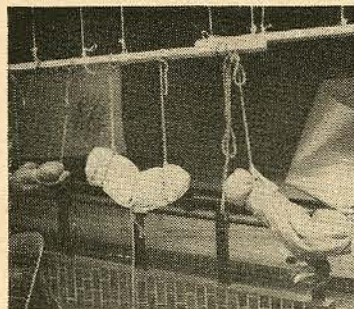
D.N.

De l'esthétique dans l'art bourgeois!

Diverses activités ont été organisées à l'UQAM entre les 3 et 6 mars dernier dans le cadre de la journée internationale des femmes.

On a mis sur pied, entre autres, une exposition sur le thème «Femme et créativité»; toutes les démarches nécessaires avaient été faites auprès des administrateurs à ce sujet, et les espaces dûment retenus.

Il y a donc eu deux sortes d'événements. Une exposition traditionnelle — gravures, peintures, pièces de céramique. Et un autre événement de sculpture que j'ai préparé consistant en une série de pièces mises en tension entre deux madriers, l'ensemble formant une structure de 20 pieds de hauteur, les matériaux étant: bois, corde, céramique.



Cette structure ne pouvant être démontée puis remontée, étant donnée la conception même de cette oeuvre, j'ai décidé de la laisser dans la Grande Place du Judith-Jasmin, pour continuer l'événement le lendemain. Le tout, je m'empresse de le dire, avec la permission de la sécurité.

Le lendemain, soit le jeudi, 5 mars, il n'y a plus rien dans la Grande Place. Tout a disparu. J'essaie de savoir ce qui s'est passé, et j'apprends qu'une «autorité compétente» a donné l'ordre à la maintenance de démonter tout ça.

Plus tard, j'apprends que le ministre Laurin devait être dans l'édifice ce jour-là...

Que penser d'une Université qui censure, nie, efface, tout ce qui n'est pas conforme à la norme? J'ai pourtant été admise dans cette Université, j'y ai poursuivi une démarche qui m'a amenée à faire cet événement. De quel droit et sur quels critères cette «autorité compétente» a-t-elle pu poser un tel geste sans me demander mon avis.

Qui sont ces administrateurs qui osent détruire 3 ans de démarche pour que l'Université soit «propre» et que rien n'y traine pour la visite d'un ministre?

Cette «autorité compétente» a donc jugé que mon oeuvre était laide et sale et devait être détruite pour ne pas choquer le goût de notre très honorable ministre.

Peut-être aurait-on dû lui demander son avis, et tout au moins le mien, avant de se permettre d'effacer trois ans d'énergie mise sur la seule chose à laquelle je crois!

Dominique Morel,
Etudiante, arts plastiques

Occupez-vous des évaluations!

Vos énergies, M. André Meilleur, mettez-les donc dans l'évaluation de l'emploi. Faites votre travail, c'est urgent. Arrêtez de vous adonner à des «tâches autres», cessez vos discours sur le baby-boom et les statistiques de congés à pleines pages de journal.

Ca fait près de deux ans que le comité conjoint du secteur bureau demande à l'employeur d'évaluer le travail de trois employés occupant les fonctions de commis caissière et de commis de contrôle informatique. Depuis le 19 novembre 1979 les rencontres officielles en comité conjoint se sont succédées. Chaque fois, l'employeur a fait le mort. Le 27 janvier dernier, le comité conjoint a réclamé

lettres à l'Uqam

une rencontre officielle spéciale pour régler les trois cas une fois pour toutes. L'employeur s'est borné à dire qu'il s'agissait là d'une réunion ordinaire. Il n'a pas bougé. Le 24 février, autre réunion du comité conjoint. Pas davantage de réponse de l'employeur.

En tant que représentantes de ces trois employées, nous en avons assez. L'heure est venue de vous réclamer publiquement une réponse finale. Nos démarches, nous allons maintenant les poursuivre à un autre niveau: nous portons l'affaire à la connaissance de la communauté universitaire.

N'osez surtout pas croire, Mon-

sieur, que nous en resterons là. Si nous n'avons pas de réponse définitive dans les plus brefs délais, notre plume, forte de l'appui de quelque 500 membres du secteur bureau, dont les 3/4 sont des femmes, ira mobiliser d'autres publics.

Quels que soient vos méprisants exercices de style, les femmes du SEUQAM ne sont pas de celles qui baissent la tête et s'en retournent docilement à leur travail.

Carole Nolin

Danielle Roussy

Monique Bertrand

pour le comité d'évaluation-bureau

Les «socio-économiques» au module d'ISEP

Permettez-moi de préciser l'information dont vous disposez au sujet du choix des socio-économiques siégeant sur le Conseil du module d'Information scolaire et professionnelle. («36 modules, 36 manières», l'Uqam, 23 février 1981.)

1. Les socio-économiques sont choisis démocratiquement et paritairement par les étudiants et les professeurs membres de notre conseil de module, lors de la formation de celui-ci. Il s'ensuit que les étudiants proposent des anciens étudiants et les professeurs des membres «étrangers» à l'UQAM. Qui plus est, les anciens qui furent actifs au sein du module manifestent ouvertement leur intérêt à siéger au conseil et se font parrainer...

2. Ce n'est pas par tradition mais par le jeu démocratique que le conseil du module d'ISEP a compté dans ses rangs les personnes suivantes: 1980-81: Jocelyn Benoit (Bacc. en ISEP à l'UQAM); maîtrise en orientation à l'Université de Sherbrooke; API au Cégep de St-Jérôme; président de l'AIQSEP (Association d'inf. scol. et professionnelle).

Louise Guilbert (Bacc. en ISEP à l'UQAM); conseiller à la formation chez Steinberg.

Jean-Pierre Tremblay, directeur du marketing à la Chambre de Commerce du District de Montréal (maintenant à son compte).

1979-80: Jocelyn Benoit - idem.

Marie Bourgeois, Conseiller en ISEP au Cégep de Ahuntsic.

Johanne Vachon, (Bacc. en ISEP à l'UQAM); conseiller en ISEP.

1978-79: Aucun

1977-78: Marie Bourgeois - idem.

Gilles Lavigne, (Bacc. en ISEP à l'UQAM).

Marc Tremblay, (Bacc. en ISEP à l'UQAM); relationiste à l'Hydro-Québec.

1976-77: Aucun

1975-76: Lise Charland, Ministère de l'Immigration du Québec.

Normand Martineau, (Bacc. en ISEP à l'UQAM); conseiller au Cégep du Vieux-Montréal.

Normand Joly, (Bacc. en ISEP à l'UQAM); conseiller en main-d'oeuvre.

1974-75: Aucun.

3. C'est transmettre une fausse information que d'écrire: «Traditionnellement, le module d'Information scolaire et professionnelle ne compte, au rang de ses socio-économiques, que des anciens étudiants du programme».

On remarquera que sur les 7 derniers conseils de module, trois n'avaient pas de socio-économiques et que les quatre autres comptaient chacun trois socio-économiques dont un était «étranger» à l'UQAM.

Nos socio-économiques ne sont pas perçus ni utilisés comme des «agents de placement» de nos finissants. Ils sont conseillers à part entière et représentent une sorte de «conscience objective» dans nos discussions. Ils permettent également de «laver notre linge sale» proprement.

Il arrive qu'un socio-économique n'assiste pas à une réunion du conseil, parce que, compte tenu de l'ordre du jour, il ne juge pas sa présence indispensable. Cependant, lorsqu'on inscrit des sujets importants à l'ordre du jour (évaluation des enseignements, révision de la programmation, critère d'admission, etc.) la présence des socio-économiques est requise avec insistance. D'autre part, les conseillers absents à une réunion donnée reçoivent le procès-verbal de la réunion précédente, etc.

Voilà ce qui en est réellement des socio-économiques au conseil du module d'information scolaire et professionnelle.

Quant aux contacts de notre module avec l'extérieur, ils s'établissent de façon continue, variée, intense et s'étendent à tous les étudiants et non pas à quelques conseillers modulaires.

Doris Ross

directeur du module d'ISEP
(1970-72; 1980...)

Brouhaha...

(suite de la page 1)

entre le module et le département; la sclérose de l'enseignement d'un bon nombre de professeurs, leur improductivité artistique; le manque de matériel, les coupures de budget, la mauvaise administration départementale; la santé-sécurité; l'objectif d'auto-gestion». De retour en assemblée générale vendredi après-midi, les étudiants ont formulé des propositions concrètes de solution.

D'autre part, compte tenu de la situation au département, de l'impossibilité de trouver un directeur de module, des liens entre les problèmes que connaissent ces deux instances, de l'avis du doyen de la famille des arts, la commission des études recommandait mardi dernier au conseil d'administration de suspendre les modes de fonctionnement régulier du département pour une période de 90 jours, de nommer le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche pour remplir les responsabilités de l'assemblée départementale, de désigner un administrateur-délégué pour l'assister dans cette tâche. La commission des études recommandait en outre la dissolution du conseil de module actuel et confiait provisoirement l'administration du module au vice-doyen, lequel devra éventuellement constituer un nouveau conseil de module.

D.N.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Québec à Montréal.

l'Uqam

Volume VII, numéro 22
16 mars 1981

publié par
section information
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Qué. H3C 3P8

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.
Tél.: 282-6179

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: premier semestre 1981
Bibliothèque nationale du Québec

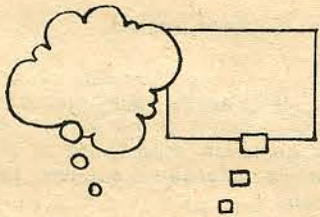
Le robot tueur

Le mythe du robot, presque aussi vieux que l'humanité, cède du terrain à la réalité: la robotique vient de naître, cette nouvelle industrie en pleine expansion vouée à la fabrication de robots. Quel sera l'impact, sur l'évolution de l'humanité, de la prolifération d'objets non humains dotés d'intelligence? Permettront-ils de libérer l'ouvrier des tâches monotones, répétitives ou dangereuses, sans pour autant le condamner au chômage? Serviront-ils plutôt à organiser la destruction du genre humain, le précipitant dans un cataclysme nucléaire? La révolution microélectronique marque-t-elle le début d'une civilisation nouvelle comme le prétendent certains auteurs futurologistes à grande diffusion (Alvin Toffler, Jean-Jacques Servan-Schreiber)?

Voilà quelques-unes des questions abordées par M. Charles Halary, professeur au département de sociologie, dans le cadre d'une recherche consacrée à l'industrie du robot. Celui-ci fait partie d'un «Groupe de recherche et d'étude sur la technique et la société», en voie de formation. En sont membres également trois assistants de recherche du même département: Carmen Altamirano, Gilles Dubé, Isabelle Lamarre. Le Groupe travaille actuellement sur un programme de formation

des maîtres dans les métiers de l'imprimerie et réaliseront, à compter de juin, une nouvelle recherche sur la micro-électronique.

La robotique, précise M. Halary, désigne l'animation d'instruments mécaniques par la micro-électronique à des fins de production (secteur industriel) ou de destruction (secteur militaire); à ne pas confondre avec la bureautique qui résulte de l'application de la micro-électronique aux services. Il a retenu, aux fins de son analyse, la typologie suivante: le robot industriel classique spécialisé dans les fonctions d'assemblage, de soudure et de peinture (surtout utilisé sur les chaînes de montage automobile et dans la construction électrique); le robot de surveillance affecté aux activités militaires (tel le satellite); le robot de destruction utilisé dans l'industrie de l'armement (fusée, missile de croisière, etc.)



Bref

Mme Tatiana Mamonova, féministe soviétique en exil, donnera une conférence publique à l'UQAM le mardi 24 mars, à midi, dans la salle Marie Gérin-Lajoie du pavillon Judith-Jasmin. Le thème: «Être femme en U.R.S.S.». Elle est l'invitée du Groupe interdisciplinaire pour l'enseignement et la recherche sur la condition des femmes (GIERCF). Rappelons que le Groupe a également été l'hôte cette année d'autres féministes notoires, telles Marilyn French et Erica Yong.

A compter du 20 avril, à l'antenne du canal 9, Cablevision

Nationale, débute une série d'émissions d'une durée d'une heure chacune. Sous le thème «Les hommes d'affaires québécois face à l'actualité», 30 dirigeants francophones d'entreprise seront interviewés par MM. Léo-Paul Lauzon et Gilbert Tarrab, professeurs aux sciences de la gestion. Les participants traiteront de quatre sous-thèmes: la qualité de la vie au travail et dans l'environnement; les nouvelles formes d'organisation du travail (participation au capital, et éventuellement, à la gestion); le rôle social de l'Etat; le rôle social en regard du rôle économique.

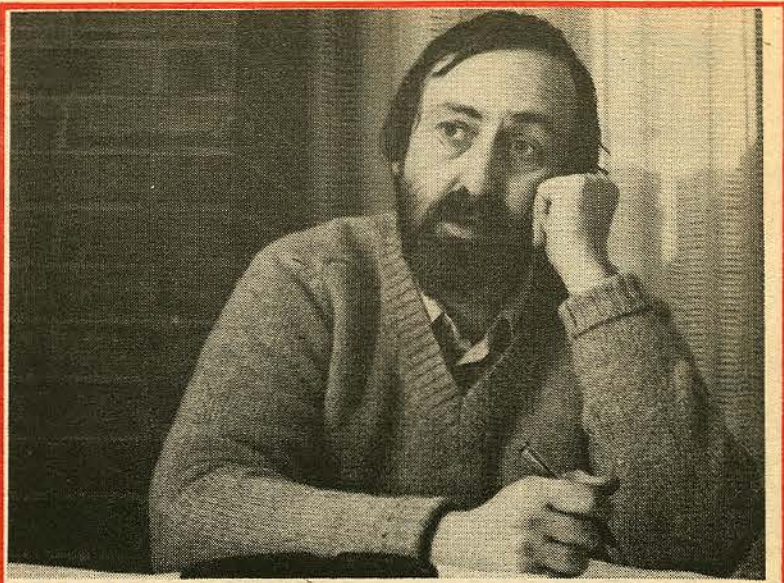
Voici les principales constatations qui se dégagent de cette étude, réalisée essentiellement à partir de sources documentaires nord-américaines:

- La robotique est davantage orientée vers la destruction de l'espèce humaine que vers la suppression du travail manuel pénible ou dangereux: à la fin du siècle, affirme M. Halary, au plus 5% de la main-d'oeuvre col bleu sera remplacée par des robots industriels; de plus, en 1979, le marché pour ce genre de robots était de l'ordre de 60 millions; or, le programme américain MX pour la construction de fusées nucléaires, à lui seul, dispose d'un budget de 120\$ milliards.

- La soi-disant supériorité du travail intellectuel sur le travail manuel est remarquablement démentie par la robotique; si on a pu reproduire avec précision le fonctionnement du cerveau humain par divers mécanismes micro-électroniques (telle la maîtrise du jeu d'échecs par l'ordinateur), les robots actuels ne font qu'imiter grossièrement le travail manuel le plus élémentaire qui se révèle infiniment complexe à reproduire; les chercheurs ne sont pas parvenus, par exemple, à mettre au point un sens artificiel du toucher et de la vue, à coordonner la pince du robot avec l'oeil de la caméra; le remplacement du travail manuel humain par le robot n'est donc pas pour demain.

Dans l'état actuel des choses, conclut Charles Halary, le développement de la robotique constitue un phénomène assez inquiétant: pour quelques robots industriels implantés sur une chaîne de montage, dix fois plus sont produits pour détruire des hommes avec des bombes atomiques; rappelons que c'est à l'industrie militaire du robot que l'on doit la mise au point du micro-processeur, grâce auquel on peut porter ces bombes à destination à quelques mètres près. A qui peut donc servir le battage actuel sur le robot libérateur de l'humanité?

C.G.



M. Roger Tessier

L'amour immunise-t-il?

De ce champ de recherche que constitue la psychosociologie, un secteur en émergence retient l'attention de M. Roger Tessier: les relations entre la communication interpersonnelle et la santé. Plus particulièrement cette fois, le rapport entre la situation maritale et la santé physique. Conjointement avec le sociologue Lucien Bozzini, de l'U de M., M. Tessier s'apprête à diriger une recherche dont l'objectif est d'observer, à la lecture de données épidémiologiques, si la diversité des situations maritales influence différemment l'état de santé des individus.

Il faut distinguer dès le départ, précise M. Tessier, le statut marital légal de la situation maritale de fait. Variables selon les normes sociales d'une époque donnée, ces situations sont vécues sous une pluralité de formes: mariage, cohabitation, compagnonnage amoureux avec un ou plusieurs partenaires, célibat, veuvage, divorce, séparation, etc. Plus que le statut civil, elles sont de meilleurs prédicteurs de l'état de santé: leur instabilité et leur changement peuvent jouer un rôle important dans la détermination

du stress et de la maladie; de même que leur stabilité si elle est pathogène: mariage insatisfaisant qui dure trop longtemps, veuvage de longue durée, célibat subi comme échec et source de frustration, etc.

Si la diade, animée soit par l'amour soit par l'attachement, représente la principale source de support social, le réseau de cellules microscopiques qu'elle implique généralement peut aussi avoir une vertu immunitaire. Des études antérieures ont démontré la grande vulnérabilité sur le plan médical de conjoints non-insérés dans une communauté plus large. Il importe donc pour les chercheurs d'explorer la dynamique reliant le couple et les autres sous-systèmes du réseau de relations primaires sur lequel l'individu peut compter comme base de sécurité.

Les incidences de la perte d'un partenaire marital sur la susceptibilité à la maladie et même sur le taux de mortalité ont été maintes fois constatées par des chercheurs américains entre les années 59 et 78. «C'est époustoufflant», rapporte M. Tessier, ils concluent que les gens mariés meurent trois fois moins de mort prématurée (avant 65 ans) que les autres, que la fréquence de mortalité chez les jeunes veufs de 25 à 40 ans est également beaucoup plus grande que dans les autres sous-groupes. Mais il y a plusieurs façons dont le manque d'amour peut tuer: la perte soudaine (séparation, deuil), l'incessante recherche infructueuse, ou le non-changement prolongé d'une situation maritale frustrante.

Privés de la présence aimante qui procurait approbation, chaleur humaine, stimulation, intimité, les individus réagissent de façon plus ou moins pathogène, note M. Tessier, selon que le réseau dans lequel ils sont insérés considère cette perte ou cette absence comme légitime ou anormale; selon aussi que la perte ou l'absence n'est pas compensée par d'autres sources d'intimité. Ainsi les femmes s'adapteraient mieux que les hommes au divorce et au veuvage à cause des bénéfices liés au compagnonnage quotidien des enfants dont elles ont la garde: continuité au sein même de la rupture.

En quête de données épidémiologiques québécoises, trois étudiants de maîtrise en communication mèneront sous la direction de M. Tessier (du même département) une recherche auprès d'individus de divers groupes d'âge, de diverses situations maritales, stables ou transitoires, afin de déceler si, chez nous aussi, l'amour immunise...

D.N.

Aménagement du territoire

Trains à grande vitesse vers l'Est du Québec?

Chargé de cours en géographie, M. Gérard A. Montifroy donnera le coup d'envoi d'une nouvelle série publiée aux Editions GUERIN, les «Dossiers universitaires». M. Montifroy y présentera dans un premier temps, un dossier sur l'aménagement du territoire qui sera suivi d'un second document sur la géopolitique.

L'aménagement du territoire, au Québec, est un sujet brûlant d'actualité. Un dossier à ce sujet arrive à point nommé. M. Montifroy souligne que ce type d'ouvrage est effectivement rare ici. Mais qu'il s'en écrit beaucoup en

Europe. «Ce dossier québécois permettra de familiariser les lecteurs avec la problématique de l'aménagement, compte tenu de l'espace d'ici. Donc les exemples seront enfin québécois».

Le dossier s'ouvre sur un bref historique, suit un chapitre sur l'évolution de la notion même d'aménagement, puis c'est l'analyse des grands organismes d'aménagement, et des différentes législations sur le sujet.

M. Montifroy présente dans ce dossier un projet de liaison ferroviaire (train grande vitesse) qui, si l'on peut dire, enrichit celui proposé par le maire Drapeau au

cours du récent sommet économique de Montréal. Ce réseau de transport aura le grand avantage, dit M. Montifroy, de «revitaliser l'Est québécois et non pas seulement Mirabel et le coeur montréalais». Comme exemple, il parle de Sherbrooke qui deviendrait ainsi une «métropole d'équilibre» (1/2 heure en train de Québec ou de Montréal). La Gaspésie, par ailleurs, et la région environnante pourrait grandement se développer grâce à une liaison grande vitesse saisonnière avec Québec et Montréal.

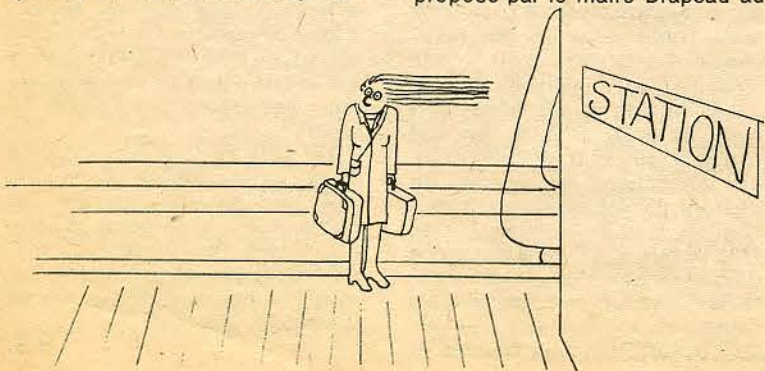
Il reste que M. Montifroy croit, tout comme l'équipe Drapeau, que Montréal doit redevenir la capitale économique, la «métropole», et qu'un projet comme celui-là y contribuerait grandement. Il ajoute que nous avons au Québec la technologie voulue, l'industrie toute trouvée. «Profitons de Bombardier».

Ce n'est en tous cas pas les Québécois qui se plaindraient d'avoir des transports ferroviaires rapides et tout confort. Reste à savoir à combien s'élèvera la note et qui la paiera...

H.S.



M. Gérard A. Montifroy





Mme Diane Barrette

Module de sexe

Oui au programme d'éducation sexuelle

Aux véhémentes protestations qui ont entouré la publication du projet du ministère de l'Éducation «L'éducation sexuelle au primaire et au secondaire», les étudiants du module de sexologie opposent une acceptation globale du programme.

Chargé de prendre la parole au nom de l'ensemble des étudiants, le comité de revendication des informateurs et informatrices sexologues (le CRI) s'apprête à rendre publique la position des futurs sexologues dont le travail professionnel est, pour ainsi dire, pratiquement méconnu de la population.

Diane Barrette, un des sept membres du CRI, commente ainsi les réactions au tout dernier projet du MEQ en matière d'éducation sexuelle: «Actuellement, ceux qui se font le plus entendre sont ceux qui sont contre. Contre l'éducation sexuelle tout court au nom des valeurs chrétiennes traditionnelles de la famille québécoise. Ces réfractaires font partie de mouvements très organisés, très structurés, d'où leur force de diffusion. Le projet les menace: bientôt leurs enfants en sauront plus long qu'eux! Cette bataille touche les attitudes et valeurs personnelles, le fin fond des tripes; c'est pourquoi elle est si émotive.

«Par contre, poursuit Mme Barrette, ceux qui sont en faveur sont, je crois, en plus grande proportion mais ils font moins de bruit. Plusieurs enquêtes et son-

Clinique de sang

Il y aura tirage de 4 bourses d'étude de 250\$ chacune et de deux téléviseurs noir et blanc à l'occasion de la prochaine clinique de sang, qui se tiendra dans la Grande Place du Judith-Jasmin, les 23 et 24 mars prochain, de 14h30 à 20h.

Cette clinique de sang de la Croix Rouge est organisée en collaboration avec le Comité féminin du Club Optimiste Laurentien Centre-Sud.

dages nous le confirment. Par exemple, le projet a d'abord été envoyé confidentiellement à cinq commissions scolaires; une seule a réagi négativement et c'est elle qui a provoqué tout ce tapage dans les médias. Les quatre autres groupes de commissaires l'avaient accepté!

D'où la nécessité pour les étudiants de l'UQAM, souligne notre interlocutrice, d'affirmer publiquement leur accord: «Cette création de 13 sexologues, diplômés du module, très impliqués dans le milieu de l'éducation, tient extrêmement compte à notre avis du développement psycho-sexuel de l'enfant et des besoins ressentis par les éducateurs. Quand on pense qu'à 52 endroits de la province, on a mis sur pied des programmes d'éducation sexuelle! Ces initiatives régionales indiquent assez bien qu'il existe des besoins réels.»

Belle occasion, que ce remous social, pour aussi permettre aux sexologues de se définir et de se faire connaître. Le CRI en a d'ailleurs reçu le mandat explicite. «Pour ce faire, observe Diane Barrette, il faudra d'abord contrer la faiblesse d'identité des étudiants, liée à la jeunesse de la science en recherche d'une philosophie unifiante, d'une véritable interdisciplinarité conduisant à une vision nouvelle de l'homme; nous aurons à nous «vendre» non seulement comme des thérapeutes mais aussi comme des éducateurs, des informateurs, des chercheurs.

«Par-dessus tout, nous aurons à dénoncer l'incongruence du MEQ qui nous accorde des permis depuis 72 ans nous faire entrer dans les écoles; et à nous opposer à la tendance des syndicats de professeurs; recycler certains de leurs membres, après une brève formation, plutôt que de créer de nouveaux emplois. Comme si cela pouvait équivaloir à trois ans de bacc., de cheminement à travers la pensée sexologique!»

D.N.

A la Grande Réplique

«Pour toi je changerai le monde»

C'est autour de Marie Lacoste Gérin-Lajoie, personnage central des luttes des premières féministes de 1867 à 1945, que Madeleine Greffard a réuni pour l'avant-dernier spectacle de la saison l'équipe du Théâtre de la Grande Réplique. «Pour toi je changerai le monde», mise en scène conjointe de Jean-Guy Sabourin et André Bédard, tiendra l'affiche du 19 mars au 18 avril, à 20h30.

«En réalité, précise Mme Greffard, ma pièce a deux fils conducteurs. Le premier: Marie Gérin-Lajoie et un groupe de femmes de la Société Nationale de la Saint-Jean-Baptiste dont elle fut une des fondatrices. Ces femmes ont été l'avant-garde et la conscience du mouvement féministe à la fin du siècle dernier; grâce à elles, j'ai donc pu tracer un panorama de cette époque. Je n'ai pas voulu faire de Marie Gérin-Lajoie une héroïne, un modèle; mon intention était d'indiquer, à travers elle et ses compagnes, combien il a fallu de courage, de constance et d'audace aux premières féministes pour établir des revendications sur divers plans (éducatif, juridique, économique) malgré l'étouffement, les contraintes d'une société bourgeoise catholique, malgré aussi l'opposition farouche des hommes, plus farouche d'ailleurs qu'elles ne l'auraient jamais cru.

«Le second fil conducteur: des femmes des couches populaires dans un Montréal en pleine expansion. Des destins marqués par le travail en manufacture ou à domicile, les familles nombreuses, la mortalité infantile, l'insalubrité et l'exiguïté des logements, l'autorité de l'Eglise, de la Loi, du mari à qui elles devaient, par exemple, remettre tout leur salai-



Mme Madeleine Greffard

re. Je n'ai pu que présenter certains jalons de leur vie, explorer quelques aspects de la vie sociale québécoise, suggérer l'époque.»

Pour mieux lire le présent à la lumière de l'histoire, ainsi que se plaît souvent à le faire le Théâtre de la Grande Réplique, Madeleine Greffard a pu compter sur les recherches historiques de Yolande Pinard (du département d'histoire) et d'un groupe d'étudiantes de maîtrise. La musique du spectacle est produite par Philippe Ménard (du département de communication), l'éclairage et la production sont assurés par Jean Gervais (de la maîtrise en art dramatique), Michel Catudal a réglé la scénographie, Nicole Morin, les costumes.

Douze comédiens se mettent dans la peau de 65 personnages: autre caractéristique du travail à la

Grande Réplique où le jeu est souvent assumé par une équipe réduite. Regroupés en séquences, les nombreux tableaux de «Pour toi je changerai le monde» font place à l'invention, à la suggestion, à la re-création plus qu'au réalisme. Afin de rendre flagrante la transposition théâtrale, les indications scéniques seront lues au fur et à mesure qu'elles apparaissent dans le texte de l'auteur.

Ceux et celles qui aimeraient assister au spectacle doivent communiquer avec la Grande Réplique au 282-3147 ou au 273-6641. Ils saisiront sans doute un peu mieux pourquoi la communauté universitaire a rendu hommage à Marie Gérin-Lajoie en baptisant de son nom la grande salle du pavillon Jasmin.

D.N.

Que font les enfants à l'UQAM pendant le week-end?

Pas de jour de relâche à la garderie campus centre-ville. Au contraire, la clientèle a tendance à augmenter les samedis et dimanches; ce n'est pas rare qu'on compte 35 ou 40 enfants, comparativement à 25 (par jour) sur semaine.

Mais qui donc vient à l'UQAM avec ses enfants durant le week-end?

En gros, les parents qui assistent à des colloques ou à toute autre manifestation au nouveau complexe de l'Université. Ce sont des gens de la collectivité universitaire ou de l'extérieur; le service n'est pas exclusif aux uqamiens. L'an dernier, la garderie du Judith-Jasmin avait, à l'occasion, «dépanné» des groupes, mais cette année, les demandes se sont faites si grandes que tous les weekends sont occupés à la garderie. De telle sorte que si l'on veut être assuré d'avoir une place, il faut réserver un bon mois à l'avance, nous dit la responsable de la garderie, Jasmine Deslauriers.

Combien en coûte-t-il pour faire garder son enfant le week-end?

Aux alentours de 15\$ par jour. Tandis qu'il en coûte 11\$ sur semaine. Pourquoi? «Il nous faut embaucher des surnuméraires, explique Mlle Deslauriers, et bien



souvent louer un local additionnel (quand le groupe d'enfants dépasse 20 ou 25). Mais dans la majorité des cas, c'est le comité organisateur du colloque qui défraie le coût «garderie» et non les parents à titre d'individus. D'ailleurs, nous signons généralement le contrat avec l'organisme et non avec chacun des parents, ce qui facilite d'autant les démarches».

Les enfants durant le week-end sont occupés à mille et une activités qui vont du bricolage, aux projections de cinéma, en passant par les exercices corporels, les jeux à l'extérieur. Selon Mlle Deslauriers il n'y a pas eu de difficultés avec les groupes d'enfants qui se sont succédés depuis l'automne. «Il faut dire que nos locaux sont très bien équipés et

que nos moniteurs sont excellentement formés.»

La garderie, en weekend, offre des collations mais pas de repas chauds, ce qui nécessiterait l'embauche d'une cuisinière et augmenterait le coût de la garde. Par ailleurs, du fait que les enfants soient de passage (le temps d'un colloque), les moniteurs préfèrent que les parents viennent retrouver leur progéniture sur l'heure du lunch.

Les enfants de deux ans et plus (jusqu'à dix et même douze ans) sont acceptés les samedis et dimanches à la garderie campus centre-ville. Plus de détails quant aux modalités d'inscription peuvent être obtenus au numéro de téléphone: 282-3512.

H.S.